5^{ème} chambre jugeant seule

Séance du 9 mars 2023

Décision du 24 mars 2023

CONCLUSIONS

M. Florian ROUSSEL, Rapporteur public

L'association requérante conteste la conformité à la Constitution de dispositions législatives relatives à la répression du délit d'usage illicite de stupéfiants.

Sont ainsi critiqués :

- Le 1^{er} alinéa de l'article L 3421-1 du CSP, antérieurement codifié à son article L 628, lui-même issu de la loi n° 70-1320 du 31 décembre 1970, qui sanctionne ces faits d'un an de prison et de 3 750 euros d'amende ;
- Son 3^{ème} alinéa, dont il résulte que l'action publique peut être éteinte par le versement d'une amende forfaitaire d'un montant, en principe, de 200 euros, qui susceptible d'être rabaisée à 150 euros ou relevée à 450 euros ;
- Le 2^{ème} alinéa de l'article 495-17 du CPP, auquel renvoient les dispositions précitées, qui énonce que celles-ci ne sont pas applicables si le délit a été commis par un mineur, si plusieurs infractions, dont l'une au moins ne peut donner lieu à une amende forfaitaire, ont été constatées simultanément ou encore si les faits ont été commis en état de récidive légale.

Ces dispositions n'ont pas déjà été déclarées conformes à la Constitution. Elles sont en outre assurément applicables au litige, l'association requérante contestant la légalité d'une dépêche du Garde des sceaux à l'attention des parquets relative à la forfaitisation de ce délit.

Les différents griefs soulevés ne présentant aucun caractère de nouveauté, la jurisprudence constitutionnelle étant désormais étoffée sur le sujet, la seule question réellement posée porte sur leur caractère ou non sérieux.

L'institution d'un délit d'usage illicite de stupéfiants

Nous passerons vite sur les longs développements du mémoire dans lesquels la requérante conteste longuement, de façon assez confuse, la constitutionnalité-même du délit, au regard des articles 2, 4 et 5 de la Déclaration de 1789.

Contrairement à ce qui est soutenu, il ne ressort nullement de la jurisprudence constitutionnelle que le classement d'un produit au titre des stupéfiants ne se justifierait que par des considérations de santé publique, et non pas également par des motifs de sécurité publique – la décision n° 2021-960 QPC n'a notamment pas du tout cette portée.

Comme pour tout délit, le législateur a entendu réprimer des comportements qui sont, de façon générale, susceptibles de porter atteinte à l'ordre public. On pense en particulier, en l'espèce, aux dommages corporels causés par les personnes qui consomment de tels produits (nous vous ferons grâce du rappel d'un récent fait divers dramatique) ou qui cherchent à s'en procurer. La chambre criminelle de la Cour de cassation, qui a refusé de transmettre plusieurs questions analogues, s'inscrit d'ailleurs sur la même ligne (Crim., 30 nov. 2011, n° 11-87.213 ; Crim 24 novembre 2021, n° 21-83.406).

Au vu du caractère éminent de ces enjeux, il paraît vain pour la requérante d'invoquer la liberté individuelle, et en particulier la « liberté cognitive » qui en serait, selon elle, l'une des composantes.

Le quantum maximal de la peine ne nous paraît nullement inadapté ou disproportionné au regard des comportements que le législateur a entendu réprimer.

Pour la même raison, le grief tiré de la méconnaissance du principe de nécessité et de proportionnalité des peines posé à l'article 8 de la Déclaration de 1789 ne pourra vous retenir.

La procédure d'amende forfaitaire

Nous en venons aux griefs qui mettent en cause le choix du législateur d'appliquer à ce délit la procédure d'amende forfaitaire. Les modifications législatives ayant cet objet ont été

introduites par l'article 58 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation et de réforme pour la justice.

Cadre juridique

Dans sa décision n° 2019-778 DC, le Conseil constitutionnel a validé le premier alinéa de l'article 495-17 qui pose le principe de la possibilité de l'extinction de l'action publique par le paiement d'une telle amende forfaitaire délictuelle.

Il a, en particulier, retenu que le législateur pouvait, sans méconnaître les articles 6 et 16 de la Déclaration de 1789, prévoir des règles de procédure différentes selon les faits, les situations et les personnes auxquelles elles s'appliquent, sous réserve que ces différences ne procèdent pas de distinctions injustifiées et que soient assurées aux justiciables des garanties égales, notamment quant aux conditions d'extinction de l'action publique.

Les exigences d'une bonne administration de la justice et d'une répression effective des infractions sont ainsi susceptibles de justifier le recours à cette procédure, à la condition de ne porter que sur les délits les moins graves et de ne mettre en œuvre que des peines d'amendes de faible montant. Le Conseil pose, à cet égard, la réserve d'interprétation selon laquelle le législateur ne saurait ni l'appliquer à des délits punis de plus de trois ans d'emprisonnement ni fixer le montant de l'amende forfaitaire à un montant supérieur à la moitié du plafond des amendes contraventionnelles, actuellement fixé à 3 000 euros par l'article 131-13 du code pénal.

L'exclusion de la procédure d'amende forfaitaire pour les mineurs

Le mémoire conteste d'abord l'exclusion des mineurs du « bénéfice » de la procédure d'amende forfaitaire. Il s'agirait, selon l'association, d'une discrimination en défaveur des intéressés.

Le grief pourra cependant être écarté pour les raisons relevées par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet de loi, un tel dispositif se heurtant au PFRLR sur la justice pénale des mineurs dégagé par le Conseil constitutionnel dans sa décision n° 2002-461 DC du 29 août 2002, qui emporte « *la nécessité de rechercher le relèvement éducatif et moral des enfants*

délinquants par des mesures adaptées à leur âge et à leur personnalité, prononcées par une juridiction spécialisée ou selon des procédures appropriées ».

Le mineur qui se verrait appliqué l'amende forfaitaire pourrait ainsi, en méconnaissance de ces exigences, être juridiquement condamné sans avoir comparu pour être jugé, dans la mesure où il serait regardé comme ayant reconnu les faits et accepté la sanction. La procédure, qui intervient hors la présence d'un avocat ou même des représentants légaux, ferait obstacle à ce que le procureur de la République ou une juridiction de jugement soit saisi des faits délictuels commis par le mineur et les priverait de la possibilité d'examiner la situation du mineur et de rechercher les solutions adaptées à son relèvement éducatif et moral.

Dans ces conditions, le grief ne nous paraît pas pouvoir être regardé comme sérieux.

Exclusion en cas de commission de plusieurs infractions

Le mémoire critique ensuite l'interdiction de recourir à la procédure en cas de cumul de plusieurs infractions, dont l'une au moins ne peut donner lieu à l'amende.

Cependant, dès lors qu'ainsi que l'a estimé le juge constitutionnel, le dispositif répond aux exigences de bonne administration de la justice et de répression effective des infractions, il devient sans objet lorsque l'une des autres infractions en cause doit nécessairement être poursuivie. L'action publique devra en effet alors nécessairement se poursuivre. Le législateur n'a donc pas davantage méconnu sur ce point l'article 6 de la Déclaration de 1789.

L'application de l'amende forfaitaire au délit d'usage illicite de stupéfiants

Le mémoire critique enfin l'application de la procédure d'amende forfaitaire au délit d'usage illicite de stupéfiants, le choix du procureur de la République d'en faire ou non usage étant susceptible de conduire à des différences de traitement non justifiées.

Cependant, au regard de son quantum maximal, à savoir un an de prison, et du montant de l'amende forfaitaire, fixé à 200 euros, ce délit répond, comme on l'a vu, aux différentes conditions posées par le juge constitutionnel dans sa décision de 2019 précitée pour la mise en œuvre de la procédure.

Contrairement à ce qui est suggéré, la portée de cette décision est générale, ainsi que cela ressort de ses termes-mêmes.

Enfin, nous passerons vite sur le grief tiré de l'incompétence négative qui résulterait de l'imprécision des dispositions contestées en tant qu'elles sanctionneraient un même délit de deux peines concurrentes. A travers cette contestation assez confuse, l'association ne fait en fait que reprendre ses précédentes critiques.

PCM : non-transmission de la question posée